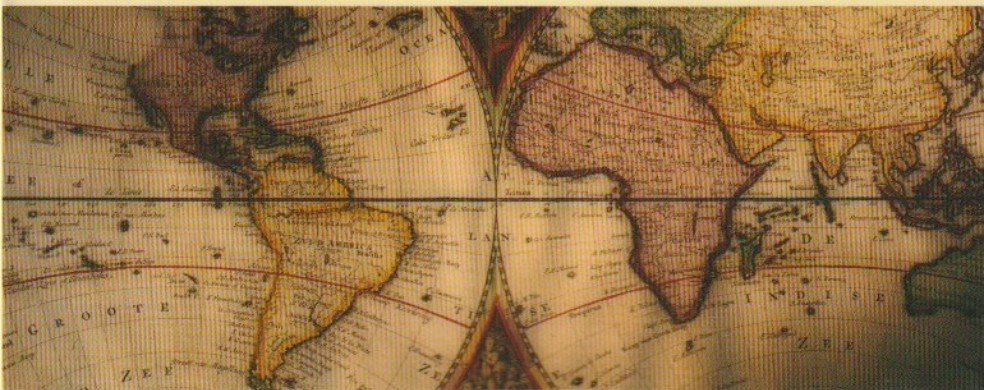


Hubert Védrine

Dictionnaire
amoureux

de la
géopolitique



PLON **fayard**

Dictionnaire amoureux de la géopolitique

« Qu'est-ce que l'Histoire a à nous dire ? Cet immense legs bouillonnant, brassé et réinterprété sans fin ? Qui peut nous éclairer comme nous enfermer.

On pourrait penser qu'elle n'a plus rien à nous enseigner dans le monde décloisonné, homogénéisé, instantané et fébrilement connecté. Aurait-elle "du passé fait table rase" ? Et pourtant tout indique que, sous la toile que forment les milliards d'internautes, l'histoire se poursuit, avec ses forces souterraines et telluriques, l'économie et ses ouragans financiers bien sûr, mais toujours les nations, les peuples, les idées, les peurs, les ambitions, les mémoires différentes, avec tout ce qu'elles charrient. Le pire et le meilleur.

Ma conviction est qu'on ne peut pas décrypter notre monde, et se préparer à celui qui vient, enrayer ses menaces, renforcer ses potentiels, si on n'embrasse pas en permanence ces deux niveaux : les forces globalisantes et uniformatrices, et les forces qui y résistent, les perspectives nouvelles, les menaces anciennes ou récentes. C'est à partir de là que j'ai choisi ces 249 entrées pour tenter d'appréhender cette matière en fusion. »

Pendant quatorze ans auprès de François Mitterrand à l'Élysée (conseiller diplomatique, porte-parole, secrétaire général), puis ministre des Affaires étrangères de 1997 à mai 2002, Hubert Védrine est l'auteur de nombreux ouvrages sur la politique internationale.

Direction artistique © Delphine Delastre
Image © GettyImages
Dessins intérieurs d'Alain Boudouyre

www.plon.fr *liez!*

DICT. AMOUREUX DE LA
VEDRINE H.

26€

lg l 6908



GÉOPOLITIQUE
0143 STOCK

06:43:00
04823121 030654 11

En pratique, l'Occident pousse donc aveuglement la Russie à se rapprocher, en dépit de ses craintes territoriales et démographiques, de la Chine et de l'organisation de Shanghai. L'Europe, qui en veut à la Russie d'être restée russe et de ne pas s'être « normalisée », n'a pas cherché à se différencier de l'obsession antirusse de « l'état profond » américain, ce fameux *deep state* (ministères, agences, administrations).

Il y a certainement un moyen de gérer plus intelligemment ce voisinage, tout en restant très vigilant.

Voir : Menaces (perceptions) ; Poutine, Vladimir ; URSS.

Rwanda

La controverse la plus virulente sur la politique étrangère française contemporaine. Cas unique : deux thèses absolument opposées à propos du processus qui a conduit au génocide des Tutsis rwandais en 1994, et de la politique menée par la France auparavant, de 1990 à 1994. La première : selon Alain Juppé et moi, la France est le seul pays qui, ayant pris conscience des risques de massacres inhérents à la guerre civile déclenchée en 1990, a agi pour enrayer cet engrenage et pensait y être parvenu en obtenant le 4 août 1993 la signature des accords d'Arusha par les forces en présence. Et l'autre thèse (celle de Kigali et de ses relais), « la France a coopéré avec un régime qui préparait un génocide. Elle est au minimum coresponsable ».

Reprenons les faits.

Le 1^{er} octobre 1990, soit quelques mois après le discours de François Mitterrand à La Baule sur la souhaitable démocratisation en Afrique, le FPR de Paul Kagame, le

chef des Tutsis rwandais en exil en Ouganda (donc une minorité dans la minorité de 14 à 15 %), qui donc ne pouvait pas remporter d'élection, pénètre au Rwanda grâce au soutien de l'armée du président ougandais Museveni. Son but : renverser le régime hutu de Kigali et reprendre le pouvoir qu'exerçaient les Tutsis jusqu'au départ des Belges en 1962, et les massacres anti-Tutsis, qui avaient eu lieu alors.

Le président rwandais (hutu) Habyarimana demande l'aide militaire de la France. Le président Mitterrand l'accorde pour stopper l'engrenage de la guerre civile et des massacres prévisibles (opération Noroît). Mais il réclame que, en contrepartie de cette aide, le régime rwandais règle la question des « réfugiés ». Il s'agit des Tutsis rwandais partis se réfugier en Ouganda en 1962 pour échapper aux massacres commis contre eux dans le chaos de l'accession à l'indépendance, dont la famille de Paul Kagame. Entre 1990 et 1993, le FPR de Kagame poursuit ses attaques et, selon certaines enquêtes de l'ONU et certains ouvrages, massacre, en avançant, des cadres hutus. Certains responsables hutus se radicalisent encore plus. Les pressions de la France en 1990-1991 entraînent la chute du gouvernement hutu et la mise en place d'un gouvernement intérimaire – toujours hutu, contesté par les Hutus extrémistes. Puis la signature, notamment grâce à l'engagement d'Alain Juppé, depuis cinq mois ministre des Affaires étrangères dans la cohabitation Mitterrand/Balladur, des accords d'Arusha, à l'été 1993. Ceux-ci organisent un généreux partage du pouvoir entre le pouvoir hutu et le FPR de Paul Kagame (40 % de l'armée aux Tutsis). Trop confiante, la France estime avoir atteint son but – enrayer la guerre civile et prévenir les massacres – et retire ses troupes. Mais, le 6 avril 1994, l'avion qui ramène d'Arusha les présidents du Rwanda et du Burundi,

où était discutée la mise en œuvre laborieuse de l'accord, est abattu par un missile à l'atterrissage à Kigali.

Très vite, en réaction, des massacres de Tutsis et de Hutus modérés ont lieu et tournent au génocide (environ 800 000, dira l'ONU). Le FPR, toujours soutenu par l'armée ougandaise, pénètre dans le pays et en prend le contrôle. La France se dit prête à revenir pour mener une action humanitaire mais veut pour cela un mandat du Conseil de sécurité, qu'elle n'obtient que le 22 juin 1994, les États-Unis attendant pour cela que Kagame ait pris le contrôle de l'essentiel du pays. Elle envoie alors, avec quelques contingents africains, une force dite Turquoise qui permet, depuis le Congo limitrophe, à des dizaines de milliers de Rwandais d'échapper aux massacres.

Paul Kagame conquiert tout le pouvoir et dirige le Rwanda d'une main de fer avec sa garde rapprochée. Les armées rwandaise et ougandaise poursuivent les Hutus en République démocratique du Congo, au Kivu (3 à 4 millions de victimes selon le rapport Mapping pour l'ONU), et exploitent ensemble, avant de s'opposer et de se déchirer, les richesses du Kivu. La tentative de Kagame de prendre le pouvoir à Kinshasa échoue. J'aurai l'occasion de le rencontrer deux fois en tant que ministre en 2001 et 2002, avant que les accusations contre la France ne deviennent vraiment violentes, à partir de 2006. En effet, en 2006, le juge français Jean-Louis Bruguière, qui enquête sur l'attentat contre l'avion à la demande des familles du personnel navigant français, laisse entendre que celui-ci aurait été commis par le FPR (donc par Kagame) et lance des mandats d'arrêt. Le gouvernement rwandais fait alors rédiger, pour se disculper préventivement, en contre-attaquant, un « rapport Mucyo » qui accuse une trentaine de responsables politiques et militaires français de 1994 d'avoir armé les génocidaires, et

donc de « complicité de génocide » ! Ceux-ci répondent, comme je l'ai indiqué, que, au contraire, la France est le *seul* pays au monde à avoir agi, *dès 1990*, pour arrêter l'engrenage prévisible des massacres et avoir essayé, à Arusha, à l'été 1993, d'imposer un compromis dont ne voulaient en réalité ni les extrémistes hutus ni le FPR. La France n'est coupable que d'avoir échoué.

Ces accusations terribles sont relancées depuis contre la France chaque année, à l'instigation de Kigali, ou spontanément, par vingt ou trente chercheurs ou journalistes, sans tenir compte des nombreux démentis précis et argumentés. Même si elles ont été condamnées plusieurs fois pour diffamation, la plupart des médias français les relaient sans recul. D'anciens proches de Kagame, dont plusieurs ont été assassinés pour cela, ont indiqué aux juges français qu'il était bien le commanditaire de l'attentat pour se libérer de la politique française d'Arusha, qui l'aurait empêché de prendre tout le pouvoir. Ce que dément Kigali. Le livre de la journaliste Judi River *Éloge du sang* a enfin été publié en français en 2020 par l'éditeur Max Milo, en dépit d'attaques violentes pour « négationnisme ». Ce qui est archifaux. Elle ne nie pas le génocide mais explique autrement ce qui y a conduit, et elle a aussi enquêté sur la politique de conquête menée après par le FPR en RDC.

Les livres, articles et déclarations, d'auteurs belges, canadiens, camerounais, français ou congolais, qui démontrent l'inanité des accusations contre la France ou les jugements plus récents de médias anglo-saxons ne sont à peu près jamais repris par les médias français. La France devient, sur cette question, un cas particulier.

Par la suite, Paul Kagame, réélu en 2017 après avoir modifié la Constitution en 2015 pour toute limitation du nombre de mandats présidentiels, a été en 2018-2019 président de l'Union africaine et a lancé l'idée d'un marché

commun de toute l'Afrique. Il est très populaire en Afrique pour avoir bien géré et développé son pays – mais peut-être aussi pour avoir fait porter à un grand pays comme la France le chapeau des conséquences de son attaque en 1990 ?



Voir : Histoire de France ; Repentance.